

Directeur 1
 Eerste attaché 1
 Eerste gegradueerde 1
 Eerste assistent 1
 3.5. Directies Gewestelijke bureaus
 Directeur 6
 Eerste attaché 3
 Eerste gegradueerde 10
 4. Departement van de branche gezinnen:
 Inspecteur-generaal 1
 4.1. Directie van de dienst controle van de gezinnen
 Directeur 1
 4.2. Directie van de dienst administratieve controle
 Directeur 1
 4.3. Financiële directie
 Directeur 1
 5. Overkoepelende directies voor de Departementen:
 5.1. Directie financiën
 Directeur 1
 Eerste attaché 3
 Eerste gegradueerde 1
 Eerste assistent 1
 6. Raad inzake strategie en prospectief onderzoek:
 Inspecteur-generaal 1
 6.1. Vast secretariaat van de adviesverlenende functie
 Directeur 1
 6.2. Directie onderzoek, statistiek en beleidsbewaking
 Directeur 1”.

Art. 2. Er worden twee betrekkingen van directeur in een gewestelijk bureau bij vertrek van hun titularis in uitdoving gesteld.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

Art. 4. De Minister van Sociale actie en Gezondheid en de Minister belast met Kinderbijslag zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
 E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
 Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
 Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
 belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
 V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44689]

18 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 70 portant des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des centres de formation du réseau IFAPME

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution ;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, notamment l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par le décret du 30 mai 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

Vu le rapport du 3 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 10 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence, motivée comme suit :

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie, en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19 qui vise, notamment, à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, ci-après l'Institut, qui ont dû suspendre les cours en présentiel ;

Considérant qu'aujourd'hui les activités de formation sont organisées sur la base d'un apprentissage en présentiel dans les centres de formation ou à distance ;

Considérant qu'il incombe à l'Institut d'assurer la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité des cours et de l'apprentissage ;

Considérant la reprise des cours en présentiel dans les centres de formation ou à distance, à partir du 1^{er} septembre dans le respect des mesures sanitaires ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun apprenant ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ;

Sur proposition du Ministre en charge de l'IFAPME ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « centres de formation agréés » : les centres de formation visés par l'article 2, 12^o, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

2^o « arrêté financier » : l'arrêté du 16 juillet 2020 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

3^o « Institut » : Institut créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Art. 2. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté financier, les heures de cours prestées à distance par les formateurs dans le cadre des mesures mises en place durant la pandémie du COVID-19 pour assurer la continuité des cours donnent lieu aux subventions.

§ 2. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté financier, en cas de suspension des cours due aux mesures prises dans le cadre de la pandémie du COVID-19, chaque heure de formation qui, le jour de la décision de suspension des cours, était agréée et planifiée à l'horaire, ouvre le droit à la rémunération du formateur, payée en tiers-payant.

Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dans ses attributions se prononce sur la suspension des cours.

Art. 3. Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté financier, en cas de suspension des cours due aux mesures prises dans le cadre de la pandémie du COVID-19, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque heure de formation de base agréée et planifiée à l'horaire, le jour de la décision de suspension des cours, ouvre le droit à la subvention forfaitaire dans le respect des règles d'octroi appliquées aux heures de formation agréées et organisées par les centres.

Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dans ses attributions se prononce sur la suspension des cours.

Art. 4. Par dérogation à l'article 16, § 3, de l'arrêté financier, en cas de suspension ou de réorganisation des cours due aux mesures prises dans le cadre de la pandémie du COVID-19, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque apprenant ou stagiaire comptant au moins deux tiers de présence aux heures de cours agréées par l'Institut et dispensées par les formateurs entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 mars 2021 est réputé régulier et ouvre le droit à la subvention forfaitaire.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 2020 jusqu'au 31 mars 2021.

Art. 6. Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44689]

18 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 70 houdende diverse bepalingen betreffende de vormingswerkers en de subsidiëring van de opleidingsactiviteiten van de opleidingscentra van het IFAPME-net

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), inzonderheid op artikel 21, § 1, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het rapport van 3 december 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van vijf dagen, gericht aan de Raad van State op 10 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfelijkheidsrisico en het aantal vastgestelde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, waarbij met name de beperking van de verplaatsingen en van de sociale contacten beoogd wordt;

Gelet op de impact van de gezondheids crisis op de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), die hun face tot face opleidingen hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat de vormingsactiviteiten heden op grond van een leercyclus met face tot face aanwezigheid in de vormingscentra, of via afstandsleren georganiseerd worden;

Overwegende dat het de taak van het Instituut is om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen door in de erkende opleidingscentra een voorziening voor afstandsopleiding en -opvolging op te zetten om de continuïteit van de cursussen en het leerproces te waarborgen;

Gelet op de hervatting van de face to face opleidingen in de vormingscentra of via afstandsleren vanaf 1 september met inachtneming van de gezondheidsmaatregelen;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel en de rechtszekerheid moeten worden gewaarborgd en dat maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat geen enkele leerling belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis;

Op de voordracht van de Minister belast met het "IFAPME";

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "erkende opleidingscentra" : de opleidingscentra bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

2° "financieel besluit": het besluit van 16 juli 2020 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

3° "Instituut": Instituut opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

Art. 2. § 1. Ter afwijking van artikel 11, § 1, 2°, van het financieel besluit geven de lesuren, die in het kader van de maatregelen die tijdens de COVID-19 pandemie zijn ingevoerd om in de continuïteit van de lessen te voorzien via afstandsleren worden gepresteerd door de vormingsverstrekkers aanleiding tot subsidies.

§ 2. Ter afwijking van artikel 11, § 1, 2°, van het financieel besluit opent ieder vormingsuur dat op de dag van de beslissing tot opschorting van de lessen erkend was en in de uuregeling gepland stond, in geval van opschorting van de lessen wegens de maatregelen genomen in het kader van de COVID-19 pandemie, het recht op de in derdebetalersregeling betaalde bezoldiging van de vormingverstrekker.

De Minister bevoegd voor de “formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises” (alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) spreekt zich uit over de opschorting van de lessen.

Art. 3. Ter afwijking van artikel 16, § 1, van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies, bij opschorting van de lessen wegens de maatregelen genomen in het kader van de COVID-19 pandemie, toegekend aan de erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elk uur van de erkende basisopleiding die in de uurregeling staat gepland, opent het recht op de forfaitaire subsidie overeenkomstig de toekeningsregels die gelden voor de door de centra erkende en georganiseerde opleidingsuren.

De Minister bevoegd voor de “formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises” (alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) spreekt zich uit over de opschorting van de lessen.

Art. 4. Ter afwijking van artikel 16, § 3, van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies, bij opschorting of reorganisatie van de lessen wegens de maatregelen genomen in het kader van de COVID-19 pandemie, toegekend aan de erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elke leerling of stagiair die minstens twee derde aanwezigheid telt tijdens de door het Instituut erkende lessen, verstrekt door de vormingsverstrekkers tussen 1 september 2020 en 31 maart 2021, wordt geacht regelmatig te zijn en opent het recht op de forfaitaire subsidie.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2020 tot en met 31 maart 2021.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de “formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises” (alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44688]

18 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 71 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours du réseau IFAPME en raison du COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution ;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 30 mai 2013 ;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par les avenants du 4 juin 2003 et du 27 mars 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19 ;

Vu le rapport du 20 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 10 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française donné le 17 décembre 2020, en application des articles 5, § 1^{er}, 4°, et 8, § 1^{er}, 4° de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises', conclu le 20 février 1995 ;

Vu l'urgence, motivée comme suit :

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie, en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19 qui vise, notamment, à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;